

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 110 (1965)
Heft: 2

Artikel: Il y a vingt ans : Yalta ou le marché des dupes
Autor: Masson, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343237>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

l'accord de tout le monde. Pour arracher l'approbation de leur partenaires, les Américains ont proposé un « trident » fait de bombardiers du « Strategic Air Command ». Il y a donc reculé par rapport aux premières négociations. L'affaire fait penser au projet, avorté naguère, de l'Armée européenne.

Quelle serait enfin l'autorité compétente pour décider de l'emploi de cette Force multilatérale? Un chef militaire? Un Conseil? Une chose est certaine: il faudra toujours l'approbation du Président des Etats-Unis et même du chef du gouvernement de la Grande-Bretagne, et l'on revient ainsi au point de départ.

J. PERRET-GENTIL

Il y a vingt ans:

Yalta ou le marché des dupes

Avec Sir Winston Churchill, entré de son vivant dans la légende, disparaît le dernier des trois Grands qui, le 11 février 1945 à 1500, entre le caviar et le rosbif, repoussant leurs assiettes et leurs verres, signèrent sans aucun protocole un des plus importants documents de l'Histoire.

Certes, celle-ci n'est pas prête à les oublier. Les deux doigts en V du Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté resteront longtemps le symbole de la résistance la plus acharnée à la tyrannie d'Hitler et de l'espoir de l'Europe, mais sa silhouette massive ne dissimulera pas les calculs dont il était capable et la souplesse de certaines de ses conceptions. Joseph Staline continue de servir fidèlement son pays en ouvrant sa tombe aux erreurs et aux échecs de ses successeurs. Franklin Roosevelt, c'est l'image de l'honnêteté de l'Amérique en guerre, mais sa mémoire est en sursis jusqu'au jour où le monde occidental payera, peut-être de son sang, le prix de la simplicité de ses vues, de sa naïveté, et de la faiblesse de caractère où la maladie l'avait plongé.

Vingt ans après cette conférence historique, il nous paraît utile de revenir sur cet événement, véritable charnière entre l'univers d'hier et celui d'aujourd'hui, tragique partage d'un monde, qui contient en germe les affrontements de demain.

Est-il croyable qu'un petit révolutionnaire géorgien, agitateur terroriste, devenu le maître absolu de l'Union soviétique, choisisse lui-même l'heure et le lieu de cette rencontre, convoque « au rapport » un Roosevelt infirme, chef incontesté du plus puissant État du monde, déjà victorieux et de surcroît virtuellement détenteur de l'arme atomique, organise les débats, se joue de ses interlocuteurs, fasse admettre toutes ses thèses au prix de concessions dérisoires et obtienne en prime, sans les avoir demandés, des avantages considérables, en échange de promesses conditionnelles? Ce n'est pas « croyable », c'est vrai!

Nous signalons ici le livre d'Arthur Conte, publié chez Robert Laffont, dans la série « Ce jour-là » sous le titre de *Yalta ou le partage du monde*, dont nous nous sommes largement inspirés. Ce tableau pris sur le vif comme par une caméra est une contribution à l'histoire de notre siècle et nous ne saurions trop le recommander. L'auteur nous brosse une fresque aux dimensions mondiales de la conjoncture au seuil de cette année 1945, qui ne marqua pas seulement la fin d'une guerre, mais celle de toute une époque. Il nous restitue le portrait précis et cruel des acteurs de ce drame, et nous fait vivre minute par minute cette semaine décisive, prémisses dont l'Histoire tirera les implacables conclusions.

Tenue à fin 1943, la conférence de Téhéran n'avait eu à son ordre du jour, à peu de choses près, que des problèmes militaires. On y avait bien échangé quelques lances sur le sort de l'Allemagne, sans parvenir à d'autre résultat que de préciser des divergences. Sur le tapis des conférences le problème restait entier, alors que, dans la boue des steppes russes, sur les atolls du Pacifique, les sables d'Afrique du Nord et les plages de Normandie d'innombrables combattants

avaient préparé l'inévitable l'échec de la Wehrmacht. Le 17 juillet 1944, Roosevelt propose à Staline une nouvelle rencontre pour parfaire sur le plan politique ce que Téhéran avait si bien réussi sur le plan militaire. Il citait le nord de l'Ecosse comme lieu de rendez-vous. Mais Staline se dérobe; il ne veut pas discuter maintenant. Ce n'est pas que sa position soit défavorable, car ses armées ont déjà complètement redressé la situation sur le front de l'est, mais la formidable démonstration de puissance que viennent de donner les Occidentaux en débarquant en France, leurs succès initiaux, le raz-de-marée des forces de Mac Arthur dans le Pacifique, ainsi que l'approche des élections présidentielles américaines qui pourraient donner à Roosevelt un sursaut d'énergie, sont autant de raisons qui poussent le Père des Peuples à attendre des jours meilleurs que tant son réalisme que la parfaite connaissance de ses possibilités lui font entrevoir pour bientôt. Il le fit par la bande, refusant successivement toutes les villes qui lui étaient proposées. En octobre, il fit savoir qu'en sa qualité de commandant des opérations militaires il ne pouvait aller plus loin que la Mer Noire. Puis, Roosevelt réélu, le prestige des Alliés quelque peu terni par la vigoureuse contre-attaque allemande de von Rundstedt dans les Ardennes, ses propres forces lancées à toute allure dans ce qu'il appelait déjà la bataille pour Berlin, le maréchal Staline, estimant remplies les conditions qu'il s'était fixées, largua les amarres et le vaisseau des Argonautes (nom code choisi par Churchill) fut rapidement mis à l'eau. Staline suggéra Yalta qui fut acceptée sans enthousiasme par le président et par le premier-ministre. Les invitations officielles furent lancées le 10 janvier. Staline venait de gagner la première manche: il s'était mis dans la situation avantageuse de celui qui reçoit. Il avait obligé le chef d'une orgueilleuse et puissante nation à un terrible pèlerinage en fauteuil à roulettes; il lui offrait en plus le spectacle d'une Pologne «libérée» dotée d'un nouveau gouvernement d'obédience communiste, déjà reconnu par Moscou.

Certes, l'ensemble de la manœuvre n'avait pas échappé à l'œil lucide d'un Churchill qui, connaissant le caractère du président des Etats-Unis, comprit immédiatement que l'Oncle Jo (ce surnom d'apparence aimable était une trouvaille de Roosevelt) allait sortir vainqueur de cette confrontation. Aussi, dès la chute de Varsovie, s'était-il précipité à Moscou, en octobre 44, pour obtenir un morceau du gâteau avant qu'il ne fût irrémédiablement coupé en deux. En quelques minutes les deux hommes s'étaient entendus sur un calcul de pourcentages sans précédent dans l'histoire du monde. Ce fut sur un morceau de papier que Staline et Churchill inscrivent le résultat de leur marchandage. L'influence soviétique était fixée à 90 % en Roumanie, 75 % en Bulgarie, 50 % en Yougoslavie et 10 % en Grèce. L'Angleterre obtenait les parts complémentaires et sauvait ainsi son hégémonie en Méditerranée. Staline s'en tint longtemps aux termes de cet accord peu reluisant et ne leva pas le petit doigt lorsque l'armée anglaise intervint en Grèce contre les partisans qui tenaient l'essentiel du pays et voulaient y établir un régime populaire. Churchill qui n'était pas très fier de cette petite perfidie, n'en informa le président que d'une manière très vague.

Le président Roosevelt et Winston Churchill, soucieux de concilier leurs vues, convinrent de tenir une conférence préliminaire à Malte, le 2 février. Elle fut surtout consacrée à trouver une solution au différend opposant le commandement américain au britannique sur le front de l'ouest. Montgomery désirait une concentration des moyens pour une offensive dans un secteur relativement étroit, au nord. Marshall était partisan d'une offensive générale sur un large front. Ce plan, soutenu par Eisenhower, l'emporta. C'est par avion que les délégations au complet, soit près de 700 personnes, firent le trajet de Malte à Yalta.

A son arrivée à l'aérodrome de Saki, le président Roosevelt fut fort surpris de ne pas être attendu par Staline en personne, mais par Molotov et Vychinski. Staline n'arriva

que le dimanche 4 février par le train, infligeant à ses invités ce camouflet supplémentaire. Les délégations mirent 6 heures pour gagner leurs résidences respectives par une mauvaise route qui éprouva beaucoup Roosevelt.

Staline avait lui-même veillé à l'attribution des quartiers à chacune des trois délégations. Nous ne donnerons qu'un exemple du luxe qu'il déploya pour ses hôtes, faisant venir de Bakou et d'Eureli 16 tonnes de caviar. Ce qui nous intéresse davantage, c'est qu'il organisa une véritable séparation de corps en plaçant sa délégation à la Villa Koreis, ancienne propriété du prince Youssoufov, le meurtrier de Raspoutine, située à mi-chemin du Palais de Livadia où logeaient les Américains et de la Villa Voronstov qu'occupaient les Britanniques, rendant ainsi leurs rapports personnels plus difficiles.

Comme l'a dit François Mauriac: « A la conférence de Yalta, le fauteuil de Talleyrand et de Châteaubriand demeure vide. » De Gaulle n'a pas été invité. Roosevelt et de Gaulle ne s'aiment pas. « De Gaulle, avec sa raideur, son classicisme cornélien, son application à jouer à la fois les Jeanne d'Arc et les Clemenceau, » a excédé le politicien accompli et sûr de lui qu'est Roosevelt. Le maréchal Staline est dans les mêmes dispositions. Après avoir pendant quinze heures, sans le faire bouger d'un pouce, essayé de l'amener à reconnaître le gouvernement polonais de Dublin, il connaît sa force de caractère et en prenant congé de lui il avait porté un toast « A la France qui a maintenant des chefs résolus et intraitables! » Churchill ne paraît qu'avoir fait semblant de souhaiter la participation française à la conférence de Yalta, et nous ne pourrons jamais nous empêcher de penser que si Churchill rendit d'aussi éminents services à la France, c'est surtout pour essayer de rompre la solitude de puissance moyenne où il était relégué.

Staline manœuvra très habilement ses interlocuteurs parce qu'il en connaissait parfaitement la mentalité. Que voulait-il au juste et que voulaient les autres? Le maréchal

désirait en premier lieu assurer la sécurité de son pays par le plus grand nombre de marches de protection et contrôler la majeure partie de l'Europe centrale et orientale. Ses entretiens préliminaires avec Churchill lui ont appris qu'il a les mains libres à condition de ne pas toucher à la Méditerranée. Il sait que s'il veut réaliser ses desseins, il ne doit pas effrayer les Anglais en Europe, ni les Américains et les Anglais en Asie par un impérialisme trop visible ou par une diplomatie trop farouchement socialiste. Il lance la plus vaste opération-sourire de toute cette époque. Tito, Thorez, Togliatti, Gottwald, Mao et Ho Chi-minh reçoivent des ordres dans ce sens. D'autre part, il joue fort habilement sur les divergences fondamentales des Anglo-Saxons. Il savait, et Churchill lui en avait fourni la preuve, que les Anglais étaient avant tout soucieux de leur Empire, alors que les Américains, avec une désarmante candeur, poussaient à la chute des empires coloniaux, ouvrant ainsi la voie à la pénétration communiste.

Que voulait Roosevelt à Yalta? C'est ici que se noue le drame de cette conférence. Le président de la plus puissante nation du monde, fournissant un effort de guerre sans précédent, victorieuse sur tous les fronts, à la veille de disposer de l'arme atomique et seul soutien de ses alliés (Staline connaît l'importance de l'aide américaine: 16 millions de tonnes de marchandises transportées par 2000 navires) est un grand malade que guette la mort. Il ne travaille presque plus et, depuis son départ d'Amérique, le 23 janvier, il n'a même pas ouvert la précieuse caisse de documents que le Département d'Etat a préparés à son intention sur tous les problèmes de l'heure. Il ne fait plus d'effort si ce n'est pour survivre. Il tue le temps en lisant des romans policiers; il ne songe plus qu'à une chose: rentrer en Amérique! Staline profitera au maximum de ce désir morbide, traînant en longueur les problèmes délicats, obligeant ainsi Roosevelt à « tout bâcler » (Churchill dixit) pour ne pas retarder la date de son départ. Son adjoint Hopkins en est au même stade,

rongé par le cancer. Roosevelt poursuit deux objectifs qu'il atteindra à Yalta, quel que soit le prix des concessions à faire. Il veut terminer la guerre au plus tôt et pour ce faire entraîner la Russie dans sa lutte contre le Japon et organiser la paix pour longtemps. Mais ce malade ne raisonne plus, il ne dit plus « je pense », mais « j'ai la prémonition ». Il a confiance en Staline qui exerce sur lui une sorte de fascination et n'accepte aucune mise en garde. « Si je lui donne tout ce qu'il m'est possible de lui donner et ne lui demande rien en retour, noblesse oblige (dit en français), il n'essayera pas d'annexer quoi que ce soit et acceptera de travailler avec moi pour un univers de démocratie et de paix ». Mentionnons à sa décharge qu'une bonne partie de ses conseillers partagent ses illusions.

Nous n'aurons pas l'audace de brosser un portrait de Churchill. Tout a été dit. Que veut-il en venant à Yalta? Il veut avant tout assurer la sécurité de son pays au-delà de la Manche par une zone d'occupation au nord de l'Allemagne, puis veiller à celle de la route des Indes en Méditerranée, enfin endiguer le néo-nationalisme que peut déclencher la pensée rooseveltienne en Asie. Quel homme! Et quelle partie à sa mesure!

Du dimanche 4 au dimanche 11 février se déroulent les négociations de Yalta, tantôt séances plénières présidées par Roosevelt (encore un trait du génie de Staline), tantôt commissions, tantôt dialogues, caractérisés par une absence totale de protocole et par un ordre du jour hautement fantaisiste où les problèmes s'imbriquent, les grandes décisions étant repoussées avec méthode au dernier quart d'heure.

De quoi fut-il question entre les Trois Grands? Arthur Conte nous livre toutes les péripéties chronologiquement; nous ne saurions le suivre dans cette voie et nous nous bornerons à résumer, par problème, ces difficiles négociations.

Contrôle et occupation de l'Allemagne: les Alliés réaffirment le principe de la capitulation sans conditions. Churchill y était cependant fermement opposé. Chacune des trois

puissances occupera avec ses forces armées une zone séparée en Allemagne; la coordination en sera assurée par une Commission centrale composée des commandants en chef et ayant son siège à Berlin. La France sera invitée à occuper également une zone et à faire partie de la Commission. Cette victoire occidentale est due à l'acharnement de Churchill, qui en fut le seul artisan. Nous en avons déjà abordé les raisons. Elle représente une concession de Moscou, non pas en ce qui concerne la zone qui, de toute manière sera prise sur le secteur occidental, mais relativement au contrôle.

Le désarmement complet de l'Allemagne, sa démilitarisation et son démembrement ainsi que la punition des criminels de guerre y furent aussi décidés.

Staline, après avoir livré une guerre d'usure à Churchill, obtint que les réparations pour dommages de guerre soient estimées sur la base de 20 milliards de dollars dont la moitié pour l'URSS. Son insistance montre bien à quel degré d'épuisement en était arrivée l'Union soviétique. Le riche Roosevelt se désintéressa de ces mesquineries.

Nous avons dit plus haut que le président des USA venait à Yalta pour y lancer les bases de *l'Organisation des Nations Unies*; Staline, sentant le vent, et s'apprêtant à vendre chèrement sa collaboration, le suivit dans ses vues, mais manœuvra avec une telle habileté qu'il parvint à le convaincre qu'il était menacé par des dissensions internes et qu'il devait accorder à l'Ukraine et à la Biélorussie des voix indépendantes à l'assemblée générale de l'ONU. Le président comprit ces difficultés et fit suite à cette demande si naturelle pour un parlementaire. Feignant aussi de craindre d'être un îlot socialiste perdu au milieu d'un océan capitaliste, il arracha à Roosevelt et à Churchill le droit de veto dont, comme le disait il y a quelques jours le général de Gaulle, « il fit un abus modéré ».

Une déclaration sur l'Europe libérée fut élaborée facilement par les Trois Grands. Autant dire qu'elle ne contenait que formules creuses telles que: « aider les peuples libérés

à résoudre par des moyens démocratiques leurs difficultés politiques et économiques urgentes » ou mieux encore « installer des gouvernements provisoires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques ». Nous imaginons sans peine le sourire de l'oncle Jo signant de tels documents, lui qui n'avait pas besoin d'un Larousse pour comprendre le mot « démocratie »!

Puis une déclaration aux termes vagues recommandait au maréchal Tito et au docteur Choubachitch, président du gouvernement yougoslave en exil, libéral hésitant dont le moins qu'on puisse dire est « qu'il ne comprenait qu'imparfaitement ce qui se passe dans les profondeurs d'une âme collective » et qui trouve les partisans « épuisants », de former sans délai un nouveau gouvernement. Quand on analyse les moyens, on trouve pour Tito une armée de 200 000 partisans qui lui sont attachés jusqu'à la mort et pour le docteur le seul roi Pierre de Yougoslavie. On devine l'équilibre de cette coalition à laquelle Staline, qui ne manquait pas d'humour recommande: « Et pas de ces élections truquées dont vous avez le secret! »

Mais c'est le règlement du problème polonais qui doit travailler la conscience des deux grands Occidentaux. Que de Gaulle a eu de la chance d'avoir fait antichambre! On ne répétera jamais assez le drame de cette courageuse nation, qui a payé la lâcheté et le mercantilisme de l'Occident. Première victime des Allemands, alors liés aux Russes par le Pacte Molotov-Ribbentrop, elle résista héroïquement à une invasion qui ne lui laissait aucun espoir. Elle subit une occupation cruelle; une grande partie de ses cadres furent massacrés à Katyn: son gouvernement en exil à Londres fut abandonné par Roosevelt et Churchill. Ses 40 000 partisans, non-communistes, sous les ordres du valeureux général Bor-Komorowski, massacrés à Varsovie par les Allemands lors de l'insurrection qui devait favoriser l'attaque du général Rokossowsky. Ce massacre fut exécuté sous les yeux des Russes qui attendaient l'arme au pied, de l'autre côté de

la Vistule, sans tirer un seul coup de canon, si ce n'est sur les avions occidentaux qui s'efforçaient de ravitailler ces braves, que les Allemands fassent place nette pour un gouvernement « populaire », dit de Dublin. Cette trahison est la page la plus sombre de l'histoire de la deuxième guerre mondiale. Le texte proposé à Yalta par les Occidentaux fut, pendant une semaine, tellement amendé qu'il donnait en fin de compte carte blanche à Staline: « le gouvernement provisoire qui fonctionne actuellement en Pologne devrait être réorganisé sur une base démocratique plus large en y comprenant les chefs démocratiques de la Pologne elle-même et des Polonais de l'étranger. » Roosevelt, pressé de rentrer aux USA renonça à maintenir l'exigence d'un contrôle des élections par les Alliés. Il fut aussi convenu que la frontière orientale de la Pologne serait fixée sur l'ancienne ligne Curzon, et que cette énorme perte territoriale et économique serait compensée ultérieurement à l'ouest au détriment de l'Allemagne, dont la frontière serait déplacée sur la ligne Oder-Neisse. Vingt ans après ces territoires allemands, aucune décision n'étant intervenue, sont toujours placés sous « l'administration polonaise ». C'est la pierre d'achoppement de tout règlement définitif du problème allemand et le gage de la fidélité polonaise à l'URSS. Il est vrai que pour Roosevelt, de telles considérations de détail n'étaient que des « querelles de Polonais ».

Et pour couronner le tout, les Trois Grands signèrent un accord secret: pour entrer en guerre contre un Japon déjà vaincu, et ceci trois mois après la capitulation de l'Allemagne, les Russes se voyaient rétablis dans la situation d'avant l'attaque japonaise de 1904, recevaient la moitié sud de Sakhaline, les Iles Kouriles, la cession à bail de Port-Arthur, l'internationalisation du port de Dairen et la cogestion des chemins de fer de la Chine de l'Est et de la Mandchourie!

La conférence se termina le 11 février sans la moindre cérémonie, par un échange de cadeaux très simples, sans rapport avec ceux qui venaient d'être faits.

Roosevelt rentre en Amérique, à l'heure qu'il s'était fixée, content de lui, ayant obtenu tout ce qu'il voulait. Il ne songe pas un seul instant que ce qu'il prend pour une victoire est déjà une défaite. Et pourtant, quand la mort viendra le chercher, deux mois plus tard, il aura pris conscience de cette monumentale duperie. Quel dommage que ce soit son successeur Truman et non lui qui ait prononcé cette phrase historique: « Je n'abandonnerai pas aux tyrans un seul homme libre ».

C'est à Yalta que les Russes prirent conscience de la faiblesse et de la candeur de l'Occident, que l'Allemagne fut divisée, que l'Asie fut livrée au communisme. C'est à Yalta aussi que Staline comprit que sa tactique face à l'Occident était la bonne. Quel bilan!

Capitaine EMG PIERRE MASSON

Chronique suisse

Churchill et la Suisse

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale on croyait que la Suisse avait été sauvée par notre regretté Général, l'héroïque résistance de notre presse face au danger allemand et naturellement par cette Providence dont, grâce à notre bonne conduite et à nos vertus traditionnelles nous avons réussi à monopoliser les bienfaits. Alors que les autres pays attaqués par le III^e Reich ne bénéficiaient pas de la même faveur divine, leur casier judiciaire ne pouvant se réclamer d'une virginité semblable à la nôtre.

Or, nous apprenons qu'à la veille des obsèques de Winston Churchill, un Helvète coiffé d'un chapeau melon et arborant notre drapeau national muni d'une banderole: *Churchill, ami et protecteur de la Suisse, merci!* s'était présenté à Westminster pour rendre un dernier hommage à l'illustre disparu. Eh bien, ce geste anonyme est assez touchant. Il symbolise la reconnaissance que les peuples libres, dont le nôtre, doivent au grand patriote anglais et la sympathie qu'ils portent à la vaillante nation britannique qui, aux jours sombres